

APERRO PROJECTION DEBAT AUTOUR DU FILM TRASHED A BREIL SUR ROYA

19 Novembre 2016

Dans le cadre de la Semaine Européenne de Réduction des Déchets, les associations France Nature Environnement Paca, Région Verte et Roya Expansion Nature ont projeté le 19 novembre à Breil le film « Trashed » réalisé par Jeremy Irons. Ce film fait état des impacts catastrophiques des politiques mondiales d'élimination de nos déchets par incinération et enfouissement, des impacts du plastique sur l'ensemble des espèces marines et des océans, ainsi que des impacts sur les enfants de la dioxine contenue dans l'agent orange dispersée lors de la guerre du Vietnam. Le film a été précédé d'un apéro-débat, une trentaine de personnes étaient présentes, dont deux élus de Breil. Les associations avaient invité la chargée de l'environnement et des déchets de la Communauté d'Agglomération de la Riviera Française et de la Roya (CARF), qui avait décliné l'invitation mais avait cependant répondu à certaines de nos questions par mail, et en particulier celle sur **l'absence de création d'unités de compostage dans le Plan d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) Version 6 du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) de la CARF en cours d'élaboration**. Les SCOT sont très importants car ils déclinent les politiques d'aménagement qui vont être menées pendant 20 ans sur un territoire.

La CARF nous a répondu que "les process de compostage d'ordures ménagères nécessitent la création de sites classés ICPE et des minimums significatifs de tonnages à traiter pour en rendre le coût acceptable. " La réponse de nos associations est que notre production de déchets humides sur la CARF est si importante (1 à 2/3 de nos poubelles grises) que l'on voit mal comment on ne pourrait pas dégager le tonnage nécessaire à faire fonctionner une à trois unités de compostage sur ce territoire. C'est d'ailleurs ce que recommande l'Etat Initial de l'Environnement (EIE), document d'analyse du territoire, et on peut se demander à quoi servent ces coûteuses études si elles ne sont pas suivies d'effet.

Certes, le compostage à un coût, mais pas plus important que le coût d'élimination des déchets de la CARF qui a augmenté de 25% à cause du transport d'une grande partie d'entre eux par camions depuis des années vers les Bouches du Rhône et maintenant le Vaucluse. Ceux-ci reviennent d'ailleurs à vide alors que cela pourrait ne pas être le cas. A ce sujet, les élus du Plan d'Elimination des Déchets du 06 nous ont dit qu'il était impossible de les transporter par train, mais est-ce bien réel quand on transporte des quantités de matière ainsi pendant des dizaines d'années sur des centaines de kilomètres ? **De plus, les coûts indirects de l'incinération sur la santé ne sont pas pris en compte dans les coûts globaux des politiques de déchets.**

« Trashed » expose très clairement les dangers que fait subir l'incinération aux populations et aux terres proches de ces installations via la présence de nanoparticules dans les fumées qui ne sont pas assez retenues par les filtres dont on dispose actuellement et les résidus (mâchefers) chargés de toxiques. De plus, *une grande quantité de déchets humides compromet l'incinération en abaissant le pouvoir calorifique ; il faut alors utiliser un combustible pour brûler les fermentescibles. D'où une ardoise carbone négative et la production de cendres dont le coût sera très élevé à mettre en décharge de classe 1 à Nîmes-Bellegarde, contrairement au recyclage naturel par compostage qui ne génère aucun déchet*

et permet l'amendement des sols pour les jardins publics et les particuliers qui peuvent aussi s'en servir pour leurs potagers.

Il existe des éco composteurs de toutes tailles : individuelles pour les particuliers, collectifs pour les villages de quelques centaines d'habitants, jusqu'aux installations classées pour les plus gros tonnages. Un centre d'étude existe à Digne qui permet une meilleure approche du matériel correspondant au volume à traiter. Il nous apparait très important que la CARF les contacte pour avis sur nos possibilités de compostage local, et que nos élus réservent du foncier dans les Plans Locaux d'Urbanisme pour les unités de compostage futures nécessaires à nos territoires.